



HAL
open science

La fin des solidarités générationnelles pour les jeunes ruraux ?

Clément Reversé

► **To cite this version:**

Clément Reversé. La fin des solidarités générationnelles pour les jeunes ruraux?. Bulletin de l'Observatoire Jeunesses et Sociétés, 2023, 19 (2). halshs-04295045

HAL Id: halshs-04295045

<https://shs.hal.science/halshs-04295045v1>

Submitted on 10 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La fin des solidarités générationnelles pour les jeunes ruraux ?

Clément Reversé
Docteur en sociologie,
Centre Émile Durkheim - Université de Bordeaux

En France, la sociologie des classes populaires rurales¹ s'est longtemps accordée sur un principe de conscience de classe renforcé par une interconnaissance importante venant jouer positivement sur les solidarités intergénérationnelles (Aubert, Sylvestre, 1999). Qu'il s'agisse d'une embauche dite « *paternaliste* » ou d'un recours au « *capital d'autochtonie* » (Renahy, 2005), l'héritage de la solidarité ouvrière des Trente Glorieuses en France semble avoir laissé sa marque. Cependant, avec la très large libéralisation de l'économie rurale (Coquard *et al.*, 2022) et la précarisation progressive de son marché de l'emploi, ce système de solidarité semble s'étioler. Pire encore, la solidarité intergénérationnelle laisse progressivement place à un phénomène concurrentialité intergénérationnelle. À travers cet article nous souhaitons nous questionner sur l'apparition et la cristallisation des tensions au sein des classes populaires rurales qui fragilisent aujourd'hui la jeunesse locale ?

Nous reposerons notre réflexion sur une enquête réalisée dans le cadre d'une thèse de sociologie menée entre 2017 et 2021 et portant sur l'insertion professionnelle et la transition vers l'âge adulte de jeunes ruraux populaires. Cette recherche a été menée sur trois départements de Nouvelle-Aquitaine (Gironde, Charente et Creuse) par la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès de 100 jeunes ruraux présentant un très faible niveau de diplôme, ainsi que 24 autres entretiens auprès de personnes responsables de l'insertion et/ou de la formation de ces jeunes. Enfin, ces deux corpus d'entretiens ont été consolidés par la pratique de l'observation active de recherche à la fois lors de moments de convivialité privés ainsi qu'auprès des institutions de prise en charge de ces jeunes.

Le grand paradoxe que connaît la jeunesse rurale contemporain se trouve dans la dualité de sa relation avec son milieu de vie. Au sein des campagnes, où les questions de perte démographiques sont prenantes, la jeunesse est perçue comme une ressource centrale à la survie et à la pérennisation de ces espaces tout en étant pointée du doigt comme « *dangereuse* » pour elle et pour les autres, quand elle n'est tout simplement pas la responsable des maux « *dans le coin* » (Gambino, 2016) : « *Par chez nous c'est des jeunes, ils nous font chier avec leurs scooters et tout, ils sont bons à rien.* » (Jean-Luc, conseiller municipal d'un bourg en Charente). Du côté des jeunes, ce discours pousse à un repli de l'espace public vers l'espace privé. En se retrouvant à l'abri des regards « *adultes* », notamment par crainte de stigmatisation, ils sont paradoxalement soupçonnés d'un certain « *ensauvagement* » (Dubet, 2004) : « *Je comprends pas, on est pas de quartier ou quoi, on est pas des jeunes qui foutent le boxon est pourtant c'est tout pareil on dirait pour les vieux d'ici.* » (Aurore, 25 ans, service civique). Comme si leur mise à l'écart de l'espace public était une preuve d'une quelconque culpabilité d'actes « *déviant*s », les jeunes ruraux perçoivent une rupture double. D'abord par la stigmatisation et les soupçons locaux renforcés par une interconnaissance favorable aux commérages (Elias, 1985), mais surtout car ils ont tendance à bien mieux s'identifier à une culture juvénile urbaine et moyennisée plutôt à leur culture héritée, souvent moquée (Reversé, 2022) : « *Ici, c'est vraiment limité, c'est genre la mentalité de base. [...] Je me sens vachement plus proche par exemple de mes potes en ville ou sur les réseaux [sociaux].* » (Charlotte, 22 ans, sans activité).

De concert avec cette dégradation intergénérationnelle des relations sociales et d'interconnaissances locales, le marché de l'emploi accessible à ces jeunes se dégrade et vient étioler les relations professionnelles que vivent les jeunes. En effet, le marché de l'emploi en milieu rural est très largement libéralisé et n'est plus celui qui pouvait permettre une forme de stabilité et de reproduction socioprofessionnelle (Renahy, 2005). Le modèle où un jeune pouvait se réveiller dans un bourg, travailler dans l'usine de ce même bourg, puis aller boire un verre au même endroit et rentrer chez lui ne fonctionne plus face à une logique de libéralisation de l'emploi impliquant une fragmentation spatiale (il faut se déplacer pour travailler) et temporelle (les CDI sont remplacés par

¹ Grâce à l'approche morphologique, nous considérons comme rurale une commune de moins de 2 000 habitants avec une faible ou très faible densité de population. Cette approche évite l'écueil de considérer le rural en fonction d'un simple éloignement et de dépendance à l'urbain (approche fonctionnelle) ou par une vision folkloriste centrée autour des activités agraires et des aménités des paysages.

des contrats de plus en plus courts). Si l'emploi rural mute, c'est une mutation liée à une tertiarisation et une précarisation des postes. Le marché de l'emploi n'est plus dominé par le monde ouvrier et encore moins par le travail agricole, mais par le développement du sous-emploi.

Or, cette précarisation et cette augmentation de l'emploi peu qualifié dissimulent le développement de formes d'emplois « atypiques ». C'est-à-dire des missions d'intérim, des mi-temps, des CDD courts ; en bref, ce que Robert Castel (2011) nommait le *précarariat*. Cette fragmentation des postes répond à une problématique des flux d'activités pour les entreprises rurales, puisqu'employer ponctuellement revient généralement moins cher que d'embaucher quelqu'un à plein temps face à des fluctuations de l'activité (*ibid.*). Malgré tout, les jeunes ruraux, notamment ceux issus des classes populaires, pouvaient s'insérer professionnellement en faisant recours au *capital d'autochtonie* (Renahy, 2005). Effectivement, les sciences sociales mirent en avant jusque dans les années 80 une insertion sociale et professionnelle de jeunes ruraux peu qualifiés grâce aux solidarités locales et à la notion de *capital d'autochtonie* qui correspond à une ressource permettant, grâce à l'entretien de relations d'interconnaissances localisées, d'accéder à certaines ressources localement situées comme l'emploi. Ce modèle de solidarité intergénérationnelle permettait une certaine forme de « relève » au sein du marché de l'emploi local là où l'on observe aujourd'hui une compétitivité intergénérationnelle sur le marché de l'emploi rural. La solidarité intergénérationnelle de résistance à la précarité s'étiolé avec la fragilisation de l'emploi rural et se recompose autour d'une *autochtonie de la précarité* (Coquard, 2019). En effet, les postes en CDI – généralement obtenus par les *anciens* – se faisant de plus en plus rares et convoités, la solidarité intergénérationnelle au sein des entreprises entre les *anciens* et les *nouveaux* se dégrade, voire se transforme en des situations de sabotage de la stabilisation des jeunes :

« Je pense qu'en intérim quand même on veut une place du coup donc on montre qu'on est là et ça, c'est sûr que ça peut créer des tensions. C'est sûr. Toi t'arrives tu veux tout donner donc tu dis : "Je vais faire ça" et puis t'as l'autre qui dit : "Non, c'est moi qui le fait." ou : "Faut faire comme ça, faut faire comme ça.", bien fort, pour que les autres aient l'impression que tu n'es pas si terrible que ça, mais des fois chacun travaille à sa façon donc du coup des fois ça fait que ça crée un petit peu de tension dans un sens. Après par exemple des fois où on était payé à la journée et y'a les mecs en CDI qui nous en foutaient plein la gueule et qui nous donnaient les trucs les plus durs parce qu'ils se sentent un peu puissants et puis ils se disent : "Bon ben nous on a le CDI et il va pas me le prendre ce petit je-sais-pas-quoi là". Et comme toi t'as envie d'être repris, tu te donnes à fond et eux derrière ils sont tranquilles et ils ont le CDI donc ils s'en foutent, c'est ça le truc. Y'a une pression et du coup ça casse un peu la solidarité qu'il peut y avoir. Normalement on est tous ensemble. On est tous dans la même merde normalement. » - Yanis, 20 ans intérimaire.

Nous sommes ainsi passés d'un système de transmission à un de compétition, et de la solidarité à l'individualisme intergénérationnel. Les espaces ruraux populaires contemporains font - eux aussi - face à une dégradation du marché de l'emploi, et notamment de l'emploi jeune et peu qualifié (Auriac, 2017 ; Coquard *et al.* 2022). La norme du diplôme se renforce et les résistances qui pouvaient permettre une meilleure insertion professionnelle des jeunes issus des classes populaires comme le recours à l'autochtonie, un marché stable et localisé de l'emploi peu qualifié ou encore une solidarité intergénérationnelle se confrontent à un marché de l'emploi qui vulnérabilise l'insertion professionnelle des jeunes ruraux les moins qualifiés. Alors que le marché de l'emploi se libéralise et que les places – notamment les moins qualifiées - se font de plus en plus rares, la relève ne semble plus réellement se faire et fait place à un système de compétitivité intergénérationnel. Se crée une mise à l'écart du sentiment d'appartenance à une classe sociale et à un espace de vie, mais aussi une fragilisation des solidarités locales et notamment entre les générations.

Bibliographie

- Aubert, F. et Sylvestre, J-P. (1999) « Chapitre XIX. L'insertion socioprofessionnelle des jeunes en milieu rural » In : Charlot, B. *et al.* *Les jeunes, l'insertion, l'emploi*, PUF – Éducation et formation, pp. 243-252
- Auriac, É. (2017) « L'emploi non qualifié a changé de visage en trente ans » *INSEE Flash*, [En ligne]

- Castel, R. (2011) « Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précaire » In : Paugam, S. *Repenser la solidarité*. PUF, Quadrige, pp. 415-433
- Coquard, B. Roche, A. et Reversé, C. « “Le rural est l'archétype du territoire mondialisé” », *Les cahiers de la LCD*, 2020/3 (N° 14), p. 21-40
- Coquard, B. (2019) *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, « L'envers des faits »
- Dubet, F. (2004) « La jeunesse est une épreuve » *Comprendre*, Revue annuelle de philosophie et de sciences sociales : Vol. 5 « Les jeunes », pp. 275-291
- Elias, N. (1985) « Remarques sur le commérage » Traduit par Muel-Dreyfus, F. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, « Images “populaires” », n° 60, pp. 23-29
- Gambino, M. (2016) « “Sois gentil et te fait pas remarquer !” Ou comment être jeune avec les autres dans les campagnes ? » GREP, « Pour », n°230, pp. 55-64
- Renahy, N. (2005) *Les gars du coin : Enquête sur une jeunesse rurale*, La découverte, Paris
- Reversé, C. (2022) « Le coin et le cocon : Le sentiment de “chez-soi” chez les jeunes des classes populaires rurales. » *Revue internationale Enfances, Familles, Générations*, n° 19 « *Le chez-soi et les limites de l'individualisation* » [En ligne]